

Le 5 novembre, toutes et tous en grève !

Tout augmente, sauf nos salaires : budgets 2027, salaires, emploi, services publics. Grève et manifestations intersyndicales dans tout le pays, dans le public comme dans le privé.

LA CGT APPELLE À DÉBRAYER

4 heures minimum

du mercredi 4 au vendredi 6 novembre 2026

ET À MANIFESTER NOMBREUSES ET NOMBREUX

jeudi 5 novembre 2026 à 10 h

devant la sous-préfecture d'Alès

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches. Le 5 novembre, à l'appel de la **CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de la FSU**, le public comme le privé seront en grève et dans la rue. Face à un gouvernement qui refuse de répondre aux urgences sociales, la CGT appelle à **généraliser la grève**. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé : tous ensemble, nous pouvons gagner !

1. De l'argent, il y en a !

Le problème, ce ne sont pas les dépenses sociales, utiles à toutes et tous, mais les milliards de recettes dont l'État se prive en cadeaux sans utilité sociale. Les aides publiques aux entreprises dépassent **200 milliards d'euros par an**, et les actionnaires battent des records : **plus de 60 milliards d'euros** versés sur les six premiers mois de 2026 par les seules entreprises du CAC 40, dont Schneider Electric. Seul notre travail crée les richesses : elles doivent profiter à celles et ceux qui les produisent.

2. Salaires, emploi, services publics

Carburant, logement, alimentation : tout augmente, sauf nos salaires. Une prime ne remplace pas un salaire : non cotisée, elle n'ouvre aucun droit pour la maladie, le chômage ou la retraite. Et pendant que les aides publiques coulent à flots, sites fermés, emplois supprimés et services publics affaiblis se multiplient.



La CGT revendique

- **l'augmentation du Smic, des pensions et des minima sociaux**, et l'indexation des salaires et des prestations sociales sur les prix ;
- **de vraies augmentations générales du salaire de base**, chez Schneider Electric comme ailleurs, plutôt que des primes non cotisées au bon vouloir de la direction ;
- **l'égalité salariale entre les femmes et les hommes** : à travail de valeur égale, salaire égal ;
- **des aides publiques conditionnées** à l'emploi, à la relocalisation de l'industrie et à la transition écologique, **remboursées** en cas de licenciements ;
- **des moyens pour les services publics** : hôpitaux, écoles, transports, petite enfance, avec plus d'emplois et de meilleurs salaires.

Tous ensemble, on peut gagner !

Rendez-vous jeudi 5 novembre à 10 h devant la sous-préfecture d'Alès



Salaires, emploi, Sécu : rejoignez la CGT Schneider Electric ! · www.cgt-schneider.fr